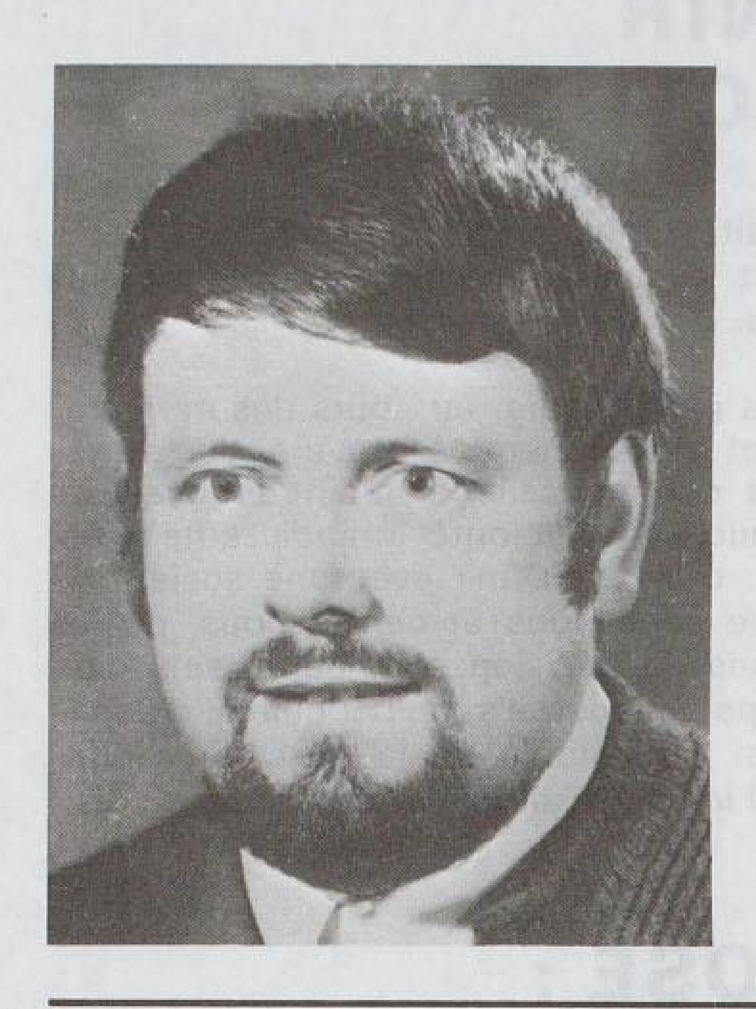
ELECTIONS LEGISLATIVES DU 4 MARS 1973 - VAL-DE-MARNE 8e CIRCONSCRIPTION





Le Parti Socialiste Unifié
présente

André Jondeau

Administrateur d'Associations d'Education Populaire

SUPPLEANTE

Monique Lupy

Institutrice

MAIN BASSE SUR LA BANLIEUE

VAL-de-MARNE : Une situation qui s'aggrave de jour en jour. Des exemples ?

■ **Logements :** Ensembles construits sans équipements collectifs, où le centre commercial, l'école, les transports se font attendre plusieurs mois. Loyers en constante augmentation, alors que des milliers de logements restent inoccupés et que les saisies se multiplient.

Suppression des Sociétés Coopératives (près de 1.000 familles touchées à Villiers-sur-Marne) qui permettaient à un nombre important de travailleurs de se loger dans de bonnes conditions et de contrôler la gestion de leur cité.

Démolition de quartiers et de cités sans que les habitants puissent intervenir dans les décisions. Spéculation immobilière (par exemple à Sucy/Boissy où le RER fait vendre) sans que la population puisse peser sur les décisions d'aménagement de leur commune.

■ **ECOLE** – Elles sont surpeuplées. C'est officiellement reconnu : 25 élèves par classe est un maximum. Qu'en est-il dans votre localité ? A grands ensembles, grandes écoles : véritables usines où l'on entasse les enfants

■ **EQUIPEMENTS SOCIAUX** - Crèches : pratiquement inexistantes. Foyers pour personnes âgées : insuffisance manifeste. Bureaux d'Aide Sociale : débordés.

■ **EMPLOI** - Il faut aller travailler à Paris (2 à 3 heures de transport par jour). Si vous voulez rester proche de votre domicile, contentez-vous d'un salaire d'appoint dans l'une des multiples petites entreprises où, pour garder sa place, il vaut mieux ne pas parler syndicat.

■ **TRANSPORTS** - Les usagers de la région de Villiers, savent qu'il a fallu se battre pour obtenir l'électrification de la ligne Paris-Gretz mais, ce qui a été obtenu est loin de correspondre aux besoins réels. Rien par exemple pour les transports inter-banlieue. Nous avons un bel hôpital à Créteil, à Villeneuve Saint-Georges, mais pour rendre visite aux malades, quelle expédition !

RECONQUERIR LA REGION PARISIENNE

C'est en effet notre objectif. Les problèmes de chaque commune, de chaque arrondissement, sont à peu près les mêmes dans toute la région parisienne.

Trente ans après la guerre, **la crise du logement** continue à sévir. S'il y a de la place dans les immeubles hors de prix nouvellement construits, les travailleurs, eux, sont chassés de leur quartier et envoyés dans les banlieues de plus en plus lointaines. Tout cela, pour le plus grand profit des banques, des promoteurs et des patrons des trusts du bâtiment.

Comme dit Pompidou, "les affaires" marchent bien... Mais le **chômage** s'aggrave dans la Région, touchant particulièrement les **jeunes** et les **travailleurs âgés ; la main d'œuvre féminine** est exploitée par les officines de travail temporaire. Les **travailleurs immigrés** sont cantonnés aux tâches les plus sales, sont payés au SMIC et mis à la porte à la première occasion.

Si encore, il était facile d'aller de son logement à son travail ! Mais le pouvoir n'a rien fait pour améliorer **les transports en commun ;** il s'est contenté de relever les tarifs ! L'action publique continue en fait à privilégier la **circulation automobile,** sans parvenir d'ailleurs à l'améliorer. Les travaux coûtent de plus en plus cher aux contribuables et ne rapportent qu'aux constructeurs d'automobiles, aux trusts du pétrole, au patronat des travaux publics.

C'est vrai aussi des autres équipements qui pourraient rendre notre vie moins difficile. Dans notre région il n'y a pas de place pour les jeunes, pour les vieux, pour les malades de milieu populaire (les hôpitaux centenaires s'écroulent, tandis que les cliniques privées, elles, s'enrichissent) etc... **Finissons en avec ce règne du profit. IL NOUS FAUT RECONQUERIR LA REGION PARISIENNE.**

Ici comme ailleurs, nos luttes doivent imposer **le pouvoir des travailleurs.**

POUR EN FINIR AVEC LA SOCIETE ACTUELLE...

Le régime gaulliste va vers sa fin. Si la majorité, divisée et qui a peur, essaie de s'accrocher à ses privilèges, rarement l'enjeu d'élections législatives aura été aussi clair qu'aujourd'hui : **il est possible d'en finir avec la société actuelle.**

Devant la hausse des prix, que les camouflages pré-électoraux ne peuvent arrêter, devant la montée du chômage, devant les scandales et les méthodes policières du régime, devant la misère des équipements publics (logement, téléphone, santé, école) devant le silence écœurant du gouvernement français quand Nixon bombardait Hanoï, le mécontentement populaire s'est accumulé contre les hommes de Pompidou.

Mais plus encore, au cours des dernières années, et notamment à travers des luttes populaires comme celle du Joint Français de Saint-Brieuc, une volonté grandissante s'est exprimée : celle d'en finir avec une société où l'on décide sans nous et contre nous, où les mécanismes de décision sont aux mains d'un petit groupe d'industriels, de banquiers, d'administrateurs. L'ensemble de la crise du capitalisme rend le socialisme plus actuel que jamais.

LE PSU PROPOSE : LE SOCIALISME ET L'AUTOGESTION

Les Français aspirent à des transformations profondes et non au simple changement d'équipe gouvernementale : le PSU leur propose le projet du socialisme et de l'autogestion.

L'autogestion, c'est la possibilité pour chaque homme et chaque femme d'imposer les décisions qui le concernent, là où il habite et là où il travaille. Pour que la volonté collective puisse l'emporter contre les résistances et les égoïsmes, il faut que la planification démocratique assure la suppression des inégalités sociales et régionales. L'autogestion c'est enfin le socialisme et la liberté, soucieux d'élargir les libertés fondamentales et respectueux des différences et des particularités.

Projet pour l'avenir, l'autogestion se prépare dès aujourd'hui dans la lutte quotidienne : c'est ce que signifie le titre de notre Manifeste. **"Contrôler aujourd'hui pour décider demain"**, où le PSU démontre comment construire dès maintenant le socialisme et l'autogestion. En contrôlant la vie de l'entreprise, du quartier, du pays, en imposant les décisions prises collectivement, nous préparons l'avènement d'une société socialiste où demain, c'est nous qui déciderons.

Société qui ne peut se limiter à l'Hexagone et qui, pour être socialiste, exige la solidarité avec tous les peuples exploités par les impérialismes internationaux.

VOTER PSU

c'est contribuer avec toutes les forces populaires à écarter du pouvoir les hommes du patronat, qu'ils se disent encore gaullistes ou qu'ils se camouflent sous le nom de "réformateurs" ;

c'est choisir parmi les forces politiques du mouvement ouvrier la seule qui défende le projet du socialisme et de l'autogestion ;

c'est affirmer votre volonté de participer au combat qui se mène, quotidiennement, partout, pour construire dès à présent

le socialisme et l'autogestion



IMPRIMERIE C. CHAMBRE - METZ

Vu le candidat